



Washington et Tel Aviv se dirigent vers une guerre avec l'Iran

Par [Bill Van Auken](#)

Mondialisation.ca, 03 mai 2018

[wsws.org](#) 3 mai 2018

Région : [États-Unis](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [L'IRAN](#)

Les événements des derniers jours ont montré que l'impérialisme américain - en étroite collaboration avec son principal allié au Moyen-Orient, Israël - se dirige vers un affrontement militaire direct avec l'Iran.

A peine une semaine et demie avant la date butoir du 12 mai où le président Donald Trump doit annoncer s'il allait ou pas revoir la suspension des sanctions unilatérales des États-Unis contre l'Iran inscrite dans l'accord nucléaire iranien de 2015, le premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a organisé une présentation théâtrale prétendant avoir « la preuve » que « l'Iran a menti » sur son programme nucléaire. Il a ensuite exprimé sa confiance que Trump « ferait le bon choix », c'est-à-dire celui de saborder l'accord nucléaire - l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien, ou JCPOA - conclu entre l'Iran et cinq grandes puissances: les USA, la Grande Bretagne, la France, l'Allemagne, la Chine et la Russie.

Trump a salué la présentation théâtrale de Netanyahu comme une confirmation qu'il avait eu « raison à 100 pour cent » en dénonçant l'accord nucléaire comme un « horrible accord ».

En réalité, les experts nucléaires internationaux, les représentants européens et même les anciens responsables du renseignement israélien ont tous rejeté la performance de Netanyahu comme une farce. Le gouvernement israélien, qui prétend avoir volé des centaines de milliers de dossiers à l'Iran, n'a produit aucune preuve que l'Iran ait participé à une forme quelconque de programme d'armes nucléaires depuis 15 ans, et encore moins qu'il ait violé les termes du JCPOA. Des rapports répétés de l'Agence internationale de l'énergie atomique, dont un datant de février, ont établi que Téhéran respectait les restrictions sévères sur l'enrichissement d'uranium et le régime d'inspections intrusives imposées par l'accord.

La performance de Netanyahu rappelait la mise en scène de Colin Powell en 2003 où ce dernier présenta ce qu'il a décrit comme une « preuve, pas une conjecture » d'« armes de destruction massive » irakiennes - inexistantes - dont on se servit pour justifier la guerre d'agression américaine contre l'Irak un mois plus tard. Powell raconta du moins des mensonges qui prétendaient étayer les fausses allégations américaines de méfaits irakiens; Netanyahu n'a rien présenté du tout.

La présentation israélienne, délivrée en anglais, a été orchestrée en concertation directe avec Trump, à qui Netanyahu avait parlé peu de temps avant sa diffusion, et avec le nouveau secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo qui l'avait rencontré, avec d'autres

responsables, à Tel Aviv la veille.

Derrière tout le chaos et les scandales de l'administration Trump, ce qui a clairement émergé à Washington c'est un gouvernement de guerre avec la nomination de John Bolton au poste de conseiller à la sécurité nationale et la confirmation de Pompeo par le Sénat – avec l'indispensable soutien des démocrates – en tant que secrétaire d'Etat. Tous deux sont de fervents défenseurs d'une guerre avec l'Iran.

Bolton a décrit l'accord nucléaire de 2015 comme une « erreur stratégique massive », insistant sur le fait que la politique américaine devait être de « mettre fin à la révolution islamique de 1979 en Iran avant son quarantième anniversaire » en février prochain. Le changement de régime à Téhéran, selon le nouveau conseiller à la sécurité nationale, devrait être réalisé par une action militaire directe. « Pour arrêter la bombe de l'Iran, attaquez l'Iran. » fut le titre d'un article qu'il avait écrit pour le *New York Times* peu de temps avant l'accord sur le JCPOA.

La guerre américano-israélienne contre l'Iran a déjà commencé. Les frappes menées par les avions de combat israéliens F-15 fournis par les Etats-Unis contre les bases militaires syriennes dimanche soir ont tué plus d'une vingtaine d'Iraniens. Cela porte à cinq le nombre d'attaques israéliennes contre la Syrie depuis septembre. Toutes ont pris pour cible les forces de l'Iran. Avec la Russie, Téhéran est le principal allié du gouvernement Assad, que Washington et ses alliés ont cherché à renverser par une guerre de changement de régime qui dure depuis sept ans.

Des informations en provenance d'Israël ont également indiqué un redéploiement important de chars, de troupes et des transport de troupes blindés vers les frontières nord du pays avec la Syrie et le Liban.

« Sur la liste de sites potentiels d'éclatement d'hostilités les plus probables dans le monde, le conflit entre Israël et l'Iran en Syrie figure en tête », a déclaré un haut responsable américain à NBC News mardi.

La collaboration intime entre Washington et Tel-Aviv dans la préparation d'une telle guerre a été mise en évidence par l'extraordinaire frénésie de réunions entre les hauts responsables militaires et de sécurité américains et israéliens qui se déplacent entrent les capitales des deux pays. Cela a été complété par l'envoi de Pompeo au Moyen Orient, avant même d'assumer ses fonctions au département d'État, où il a non seulement consulté Netanyahu et d'autres responsables, mais aussi rencontré des responsables saoudiens et jordaniens afin de forger un bloc de régimes arabes monarchiques réactionnaires derrière la campagne de guerre israélo-américaine.

Il n'y a derrière cette course à la guerre aucune inquiétude supposée concernant une menace nucléaire iranienne: Téhéran n'a pas de bombe et n'a jamais lancé de véritable programme pour en produire une, alors que l'arsenal israélien comprend lui, entre 200 et 400 têtes nucléaires. Au contraire, ce qui est en jeu, ce sont de purs intérêts impérialistes.

En tant que puissance régionale, l'Iran constitue un obstacle à la volonté de l'impérialisme américain d'affirmer son hégémonie sur le Moyen-Orient, riche en pétrole et stratégiquement vital.

Les puissances européennes sont de plus en plus en désaccord avec Washington. Après les

visites de Macron et d'Angela Merkel, un échec apparemment malgré leur servilité, à persuader le gouvernement Trump de ne pas déchirer l'accord nucléaire iranien, les discussions des dirigeants européens avec la premier ministre britannique May au cours du week-end ont semble-t-il porté sur la possibilité ou non de sauver l'accord sans les États-Unis. Il y a en jeu tant la crainte d'une guerre régionale majeure qui ne déborde sur l'Europe sous forme de violence, de crise politique et d'un nouveau flux de réfugiés, que des intérêts de profit bien précis.

Alors que les banques et les sociétés américaines ont été largement exclues du marché iranien par des sanctions économiques américaines non liées au nucléaire, les intérêts européens, notamment le conglomérat pétrolier français Total, ont signé des accords lucratifs. La plupart d'entre eux ont jusqu'ici rapporté peu de chose à cause de craintes que Washington ne remette en cause l'accord nucléaire et ne commence à pénaliser les entreprises étrangères qui font des affaires en Iran.

Montant dans la brèche, la Chine a tissé des liens économiques importants avec l'Iran, notamment une récente ligne de crédit de 10 milliards de dollars de Pékin pour faciliter le lancement de projets d'infrastructure par les entreprises chinoises, comme des centrales électriques, des barrages et des réseaux de transport. Pékin considère l'Iran comme un élément clé de son mégaprojet «Belt and Road», reliant la Chine à l'Europe et désire qu'une part croissante de ses importations pétrolières ne viennent plus de producteurs comme l'Arabie Saoudite, alignée sur Washington. En 2016, le président chinois Xi Jinping et le président iranien Hassan Rouhani avaient annoncé des projets pour porter le commerce bilatéral à 600 milliards de dollars au cours de la prochaine décennie.

En Iran comme ailleurs, l'impérialisme américain cherche à contrer le déclin de sa domination économique en se tournant vers l'agression militaire. Si les puissances capitalistes européennes se sont associées aux actions militaires américaines, comme le Royaume-Uni et la France lors du bombardement de la Syrie le 14 avril, leurs espoirs de récolter une part du butin de l'intervention impérialiste resteront vains tant qu'elles serviront de queue au chien américain. Inévitablement, elles doivent entreprendre leur propre réarmement pour une lutte de tous contre tous pour le partage du monde. Ce processus est déjà bien engagé.

Dans la mesure où Washington a cherché à apaiser l'Europe en reportant l'imposition de tarifs de guerre commerciale et où il a fait baisser temporairement les tensions sur la péninsule coréenne, c'est pour mieux se concentrer sur ses préparatifs de guerre au Moyen-Orient.

La marche vers la guerre entre Israël et l'Iran qui a commencé en Syrie se déroule parallèlement à l'intervention militaire américaine dans ce pays ; cette intervention évolue vers un affrontement avec les forces pro-gouvernementales soutenues par l'Iran et la Russie.

Le secrétaire à la Défense, le général James Mattis, a indiqué lundi que les plus de 2 000 soldats américains actuellement déployés en Syrie ne partiraient pas de sitôt. « Nous ne voulons pas nous retirer avant que les diplomates aient gagné la paix », a-t-il déclaré. « Vous gagnez le combat et ensuite vous gagnez la paix. »

La réalité est que la force militaire américaine, renforcée par les forces terrestres par procuration que sont les milices syriennes kurdes YPG, reste en place pour occuper une

zone d'influence américaine sur environ un tiers du territoire syrien à la frontière nord-est avec la Turquie et l'Irak. La zone contient également les réserves de pétrole et de gaz du pays. Après sa prétendue mission de lutte contre l'Etat islamique, cette force américaine cherche maintenant à empêcher le gouvernement syrien, soutenu par la Russie et l'Iran, de reprendre le contrôle de ce territoire et de ses ressources.

Alors que la Russie discute aussi avec Damas de la fourniture de systèmes avancés de défense aérienne, la perspective d'un affrontement entre forces russes, américaines et israéliennes ne cesse de croître.

Les développements en Syrie et les menaces d'affrontement avec l'Iran constituent un grave avertissement pour les travailleurs des États-Unis et du monde entier. Poussé par la crise de son système, le capitalisme mondial, avec à sa tête la classe dirigeante américaine et son armée, se prépare à une guerre mondiale, une guerre qui serait menée avec des armes nucléaires.

Bill Van Auken

Article paru en anglais, WSWS, le 2 mai 2018

La source originale de cet article est [wsws.org](http://www.wsws.org)
Copyright © [Bill Van Auken](http://www.wsws.org), [wsws.org](http://www.wsws.org), 2018

Articles Par : [Bill Van Auken](http://www.wsws.org)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca